

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

29 MARS AU 4 AVRIL 1990

N° 778

10,00 F



ELECTIONS EN RDA

En marche pour le capitalisme

E

DITORIAL

Il est de grands espoirs qui naissent à l'automne et se fanent au printemps... En novembre dernier, une foule d'Allemands de l'Est parvenaient à franchir les barbelés du stalinisme, les miradors de la guerre froide, le mur de Berlin. Six mois plus tard, cette foule fervente a choisi, pour négocier le virage de la réunification, un triste pitre affairiste qui ne leur a promis que du fric.

Pourquoi Kohl ? Les réponses simplistes abondent. « Parce que libéralisme, c'est la liberté », roucoulent toutes les droites d'Europe. « Parce que les Allemands renouent avec *Deutschland über alles* », s'égosillent les derniers staliniens français, qui n'ont jamais été à une xénophobie près. Si réponse il y a, elle est sans doute à chercher à l'opposé et de ces fanfaronnades, et de ce dépit hargneux : non, les Allemands de l'Est ne vouent pas un culte exclusif aux Mercedes et aux grandes bouffes, pas plus qu'ils n'ont détruit le Mur pour reconstruire le Reich.

Pourquoi le Nouveau Forum a-t-il été battu, à plate couture, par les conservateurs ? Il y a sans doute mille réponses, mais surtout un constat : tous ceux qui, en Europe, rejettent et le stalinisme et le capitalisme, tous ceux qui ne se contentent pas de la douce-reuse aliénation social-démocrate, tous ceux qui se battent - ou prétendent se battre - pour une autre société, se sont trouvés fort dépourvus quand le vent de l'est est venu. A court de mots, d'abord, pour exprimer leur joie et leur espoir. Mais démunis aussi de projets alternatifs concrets, et incapables de présenter des solutions économiques crédibles. Or les Allemands de l'Est, et avec eux tous ex-satellites de l'URSS, en ont vraisemblablement plus qu'assez d'entendre annoncer la rengaine des lendemains qui chantent.

Où est la sortie ?

Durant ce temps, ceux qui ne fonctionnent pas sur le mode de l'espoir mais en terme de devises, sortaient leurs calculettes, leurs dossiers de joint-venture, leurs contrats de délocalisation. Force est de constater que face aux bouleversements de l'Est, la seule entité qui ait fait montre d'efficacité est la classe capitaliste. Il n'y a guère que les industriels et les financiers pour avoir réagi au quart de tour aux opportunités nouvelles : eux ont procédé, avec une rapidité d'hyènes, aux études de marché, aux sondages

d'opinion, à l'état des lieux économique et social d'un pays qu'ils comptent bien acheter, et rentabiliser. Une efficacité d'autant plus redoutable que les capitalistes ont l'expérience du profit, et les moyens de leur politique.

Face aux piranhas à visage découvert, le SPD proposait à peu près le même programme, tempéré d'un peu d'hypocrisie social-écologique. Quant aux véritables forces alternatives de RDA - et de RFA, elles n'ont guère pu qu'énumérer - fort lucidement du reste - les prévisibles fléaux de la réunification au sein du capital. Les habitants de la RDA vont découvrir le stress et le chômage, les expulsions et l'exclusion. Ils le savent, mais vote-t-on pour de seuls mauvais augures ?

Stalinisme : c'est par où la sortie ? La question se pose, dans des termes différents, à tous les peuples de l'Est. La Pologne, l'Allemagne de l'Est hier, la Hongrie aujourd'hui, la Roumanie

demain, n'ont guère le choix qu'entre le libéralisme affiché et le libéralisme socialisant, le communisme étant devenu synonyme d'aliénation. Communisme, socialisme, libéralisme; etc-ismes... Ces mots ont-ils encore un sens ?

La question est peut-être aussi là : que veut dire démocratie pour un Allemand de l'Est ? Socialisme, pour un Roumain ? Le libéralisme à-t-il le même sens pour un Anglais que pour un Albanais ? La république est-elle la même notion pour un Français et pour un Balte ? Etrange Novlangue où les mots ne signifient même plus leur contraire, tant ils ont perdu leur signification. Un absent, pour l'heure, de ce glossaire confus : le terme libertaire. Et s'il ne manquait, pour lui redonner vie, que les actes pour le dire, et les mots pour le faire ?

Pascale Choisy



LITUANIE

CHACUN POUR SOI...



Le 1er Mai prochain, la Fédération anarchiste organise à Paris une grande journée de lutte et de réflexion internationale. Outre la manifestation du matin, à la Bastille, elle assurera l'après-midi un colloque : "Est-Ouest : confrontation anarchiste". Dans ce cadre, le Monde Libertaire diffusera chaque semaine une chronique sur les thèmes qui y seront abordés. Cette semaine : la montée du nationalisme dans les Pays baltes.

(Lire p. 3)

Le vieux monde est devant nous. Plus les semaines passent, plus le « communisme réel » s'enfoncé dans un fiasco d'où les timides tentatives de ravalement n'arrivent plus à le tirer. Le monde vit l'heure de l'échec total du communisme d'Etat. Symétriquement, telle la bonne vieille théorie des vases communicants, l'Occident, truffé de zéloteurs du libéralisme, se pavise sur le boulevard du monde : la loi de l'argent l'emporte, et plus un intellectuel digne de ce nom n'ose s'opposer à la logique libérale. Au nom de quoi s'opposerait-on ?

Pourtant, les rumeurs venues de l'Est ne rassurent pas les marchands de toutes les puissances argentives. Ils attendent leur tour, perchés sur les lampadaires de ce bon vieux boulevard terrestre. La stabilité politique n'est pas tout à fait garantie partout. Ces peuples impétueux qui ont chassé ici et là leur apparatchiki corrompus présentent encore tous les signes cliniques du bouillonnement social. Difficile de multiplier les capitaux dans un tel contexte conflictuel... Fichu peuple qu'il conviendrait de dissoudre périodiquement, pour minimiser les risques et maximiser les taux de rendement du capital investi.

Après les cons d'acier, les cons d'or vont-ils régner sur l'est européen ?

Ils auront eu 40 années pour bâtir leur socialisme, nos vieux ennemis marxistes. Leur échec n'est pas seulement économique, il est social, politique et culturel. Aucune république « socialiste » n'aura réussi à convaincre sa population, à supplanter les vieilles croyances, à créer une éthique de la solidarité sociale venant se substituer à la morale du vieux monde. Et ce qui était prévisible se déroule sous nos yeux : le Vieux Monde est devant nous.

Violences nationalistes, intégrisme religieux, libéralisme autoritaire se répandent progressivement d'Allemagne de l'Est en Roumanie, sans oublier la Hongrie et les autres. Aussi, nous autres qui savons ce que vaut ce vieux monde pour l'avoir combattu et en avoir souffert, regroupons donc nos forces pour dire à notre tour que vivre et travailler autrement, c'est possible ici, d'Est en Ouest. Avoir raison trop tôt ne nous aura servi de rien. Espérons qu'avoir eu tort pendant un siècle persuadera nos vieux ennemis d'hier, ceux-là mêmes qui s'opposaient à Bakounine, du bien fondé de ses critiques. Qu'ils daignent lever leur regard vers nous. Nous aussi nous avons changé.

T 2137 - 778 - 10,00 F



F°P. 2520

Mouvements régionalistes : la dérive fasciste

A l'heure où les frontières semblent de plus en plus perméables, où des moyens de transports de plus en plus rapides permettent de franchir en quelques heures des distances qui demandaient hier des journées, des semaines, voire des mois de voyage, il pourrait être tentant de décréter la fin des nationalismes au profit d'un grand « brassage » des populations, et, par voie de conséquence, la disparition progressive du racisme et des luttes inter-ethniques.

POURSUIVANT ce rêve, il n'est pas interdit d'imaginer que l'extrême droite, privée de ces pseudo-arguments que sont le nationalisme ou le racisme, sur lesquels elle s'appuie pour mobiliser ses troupes et qui lui offrent de temps à autre quelques victoires politiques, se taise enfin, et pour toujours. Pourtant les conflits entre nationalités, qui traduisent souvent des problèmes d'ordre essentiellement économique et politique, ne paraissent pas devoir s'estomper à court terme. L'exemple de l'URSS, actuellement en proie à de violents combats dans ses républiques « périphériques », nous en fournit la preuve.

Dans *Les perdants* (1), Francis Arzalier analyse ce qu'il nomme : « la dérive fasciste des mouvements autonomistes et indépendantistes au XX^e siècle ». En dépit de quelques points discutables (Francis Arzalier a un peu trop tendance à amalgamer les divers mouvements en faveur de l'autonomie ou de l'indépendance d'une région, et à ne pas différencier ceux dont l'idéologie est clairement de gauche, comme l'ETA, et ceux qui, dès leurs origines ont adhéré à l'extrême droite), en dépit de quelques réserves, donc, ce livre constitue une précieuse enquête et retiendra peut-être certains militants de s'engager trop avant dans les luttes régionalistes.

Non que l'auteur soutienne que toutes ces luttes soient par définition malsaines. Certaines revendications régionalistes sont tout à fait fondées, reconnaît-il. Les

pouvoirs politiques, fortement centralisés, en France comme ailleurs, ont toujours eu tendance à réprimer tout ce qui pouvait minimiser leur hégémonie et se sont constamment élevés contre l'usage de telle ou telle langue à vocation régionale ou contre des coutumes qu'ils qualifiaient aisément de « désuètes » sitôt qu'ils y percevaient la moindre menace. Il suffit d'évoquer à ce propos le cas de la Bretagne ou du Pays basque...

Dérives historiques

Alors que la plupart des mouvements régionalistes, avant-guerre, prêtaient une oreille complaisante aux discours flatteurs et démagogiques des fascistes ou des nazis, qui se disaient prêts à accorder, en théorie, l'indépendance de la Bretagne ou l'autonomie de l'Alsace, il y en eut, heureusement, qui furent non seulement de gauche, mais surtout activement antifascistes. En Italie, écrit Francis Arzalier : « la majeure partie des autonomistes sardes s'intègre à la lutte antifasciste ». En Espagne, « les revendications nationales basques et catalanes lient leur sort au mouvement républicain et aux partis de gauche. (...) Les masses ouvrières catalanes, les ouvriers de Bilbao, les paysans basques et leurs prêtres s'opposent majoritairement au soulèvement militaire franquiste : ici, le nationalisme est synonyme d'antifascisme, voire de révolution sociale. »

Il faudra pourtant de nombreuses années, après la guerre, pour que les mouvements régionalistes acquièrent à nouveau une certaine influence. Car ces exemples encourageants cités par Francis Arzalier ne suffisent pas à faire oublier que les dirigeants régionalistes ont rejoint en grand nombre, parfois bien avant le déferlement des soldats nazis sur l'Europe, les rangs de l'extrême droite. Cette adhésion n'est d'ailleurs pas particulière à la France, ni même à l'Europe, puisqu'elle a pu être observée aussi bien en Afrique du Nord qu'en Asie. Partout ou presque, les théories totalitaires séduisirent les mouvements autonomistes ou indépendantistes. Le régionalisme contiendrait-il en germe les risques d'une telle adhésion ?

Les points de litige

Francis Arzalier répond que les mouvements régionalistes, par leurs revendications (le droit à ce que l'on peut appeler l'« autodétermination », sont loin, en général, de se situer initialement à l'extrême droite, mais qu'ils sont investis par des individus qui les détournent de leurs buts. Dès lors, seront accentués les points suivants :

« - la haine de tout ce qui met en accu-



sation l'inégalité sociale et politique (...);

« - le mépris pour la démocratie, pour ses institutions, syndicats, partis politiques et les libertés qui codifient le libre jeu des idées, héritages, en France, de 1789;

« - la sympathie, a contrario, pour les doctrines de force et d'autorité, où la loi vient avant le droit, le chef avant le peuple, l'Etat statufié avant l'homme;

« - le refus, enfin, de reconnaître la division de la société humaine en classes sociales, en exploités et exploités, de reconnaître la réalité de la lutte des classes. Dès lors, plus de solidarité entre les travailleurs au-delà des frontières, mais des groupes humains, nations, ethnies ou races, que ne parcourt aucun conflit interne. C'est toujours l'étranger, venu d'ailleurs, qui est cause de troubles et qu'il faut expulser. Niant la lutte de classes, on débouche directement sur une définition de la collectivité par le seul critère qui reste, la race, l'appartenance biologique. »

Si le développement actuel de la société, où les multiples pratiques culturelles tendent finalement à se ressembler, entraîne une vision réductrice du monde en gommant les singularités des peuples, l'inverse — à savoir le régionalisme — qui grossit comme une loupe ces singularités, laisse sceptique. Car il peut s'avérer très dangereux de définir un individu par rapport à son lieu de naissance, par rapport à sa culture (qu'il n'a pas forcément choisie),

par rapport à sa langue ou à sa couleur de peau. Il est vrai que les mouvements régionalistes, aujourd'hui « échaudés » par l'expérience passée, insistent plutôt sur ces particularités pour réunir, et non pour plus exclure. Mais le danger existe. Lorsque des individus sont ainsi définis, des apprentis sorciers s'ingénieront tôt ou tard à tenter de promouvoir leurs idées. La « Nouvelle droite » a repris à son compte le « droit à la différence ». Ce n'est pas un hasard. Ce thème peut être exploité de façons totalement opposées. Il est à manier avec mille précautions, même s'il semble, au demeurant, garantir toutes les libertés. Le « droit à la différence », dans certaines bouches, signifie la suprématie d'un peuple sur un autre, au nom d'une langue ou d'une culture prétendument supérieure et légitimera, demain, la notion de « race pure ». On ne connaît que trop la conclusion d'un tel discours.

L'homme avant tout !

« Chaque fois que la nation, la « race », la langue, la religion, tout ce qui fait l'identité, passe avant l'homme, le risque de dérive est présent », rappelle à juste titre Francis Arzalier, qui se pose dans ce livre, et c'est à son honneur, parfois plus en militant qu'en universitaire.

Il serait absurde de rejeter systématiquement les luttes régionales, qui expriment souvent l'exaspération d'une population face à un pouvoir central oppressant. Mais elles ne constituent qu'une fraction de la lutte plus globale, et ne doivent pas prendre le pas et devenir un but en soi. Que nous importent l'indépendance de la Corse, des républiques baltes ou de la Guadeloupe, si c'est pour assister aussitôt à la création d'un nouvel Etat, oppressif et centralisateur comme le sont tous les Etats, et qui ne tiendra pas plus compte des aspirations de ses « sujets » ? Il n'est que temps de se débarrasser des frontières. L'extension de la justice et de la liberté passe par l'extension de la solidarité entre « opprimés », bien que le mot ne soit plus trop à la mode, et le régionalisme montre ici ses limites. Ce livre de Francis Arzalier, *Les perdants*, nous met utilement en garde.

Thierry Maricourt

(1) Ed. La Découverte, en vente à la librairie du Monde Libertaire.

le monde
libertaire

Rédaction- Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F.	70 F.	60 F.
3 mois 13 n°	95 F.	170 F.	140 F.
6 mois 25 n°	170 F.	310 F.	250 F.
1 an 45 n°	290 F.	530 F.	400 F.

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard- Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

AMIS LECTEURS

Comme vous avez dû vous en apercevoir, certaines imperfections parsemaient le M L n° 777 : ligne de titre effacée, titre de rubrique incomplet, etc. Pour une fois, les personnes qui œuvrent à notre journal n'en sont pas directement responsables. Nous avons été trahis par la technique et notre nouveau flasheur. A sa décharge, nous invoquons un bouclage en catastrophe, de notre fait, dans la nuit du lundi au mardi. En conséquence, malgré un emploi du temps chargé, il a été obligé — ainsi que notre nouvelle imprimeur — de faire des proesses...Veuillez excuser ces imperfections de « jeunesse » que nous ferons tout pour corriger.

Les administrateurs.

LITUANIE

Chacun pour soi...

GRECE

Agitation

La Lituanie est une petite « république » des Pays baltes comptant trois millions d'habitants. La population russophone y est minoritaire (27 % seulement). Indépendante en 1918, elle est annexée par l'URSS pendant la Seconde Guerre mondiale, suite au pacte germano-soviétique. Alexandre Tchoukaïev, correspondant du SMOT en France, a bien voulu répondre à nos questions.

- **ML** : Peux-tu brièvement nous rappeler la chronologie des événements ?

- **AT** : Le soviet suprême de Lituanie a publié le 7 février dernier un décret dénonçant le pacte germano-soviétique qui permit à l'époque (15 juin 1940) d'annexer la Lituanie à l'Union soviétique. Le 11 mars de cette année, il y a eu les élections pour le soviet suprême de Lituanie et c'est un leader d'une organisation informelle, le Front populaire Saoudis, qui les a remportées : Vyantas Landsbergis. Ce dernier déclara aussitôt l'indépendance de la Lituanie.

Le 12 mars, les nouveaux dirigeants lançaient un appel à tous les peuples d'Union soviétique pour soutenir la Lituanie. Mais le 13, Gorbatchev était élu président de la République et le 15 mars donnait déjà trois jours à la Lituanie pour abroger leur décret. Il était prêt au « dialogue » mais refusait toutes « négociations ».

Landsbergis répliqua qu'« il considérait la réaction de Moscou comme émanant d'un Etat étranger ». Le 17 mars, Landsbergis nomma son Premier Ministre, une femme, Kaziemira Prounskené. Le même jour, Moscou diffusa par hélicoptère sur Vilnius (la capitale lituanienne) des tracts accablant les nouveaux leaders. Manifestations pour et contre l'indépendance furent organisées ce 17 et le lendemain.

Le 20 mars, Gorbatchev annonça des mesures pour le respect de la Constitution et la sauvegarde des intérêts économiques. Le 21, le Premier Ministre lituanien s'inquiétait des menaces du Presidium des soviets. (...)

- **ML** : Pourquoi cette revendication



d'indépendance ?

- **AT** : Avant tout parce que la Lituanie a été occupée et que le système qui existe ne fonctionne pas... La population en a assez d'attendre, elle veut décider elle-même et c'est plus « pratique » sur une base nationale de vouloir sortir de l'URSS et de créer son propre Etat. Bien que je pense que la question nationale n'existe pas, mais que tous les problèmes naissent des questions sociales.

- **ML** : Justement quelle est la situation économique par rapport aux autres républiques ?

- **AT** : Dans les Pays baltes, la situation est meilleure. C'est une région industrialisée... Les Lituanien pensent réellement qu'en se séparant de l'Union soviétique ils vivront mieux. Mais l'économie est très centralisée et il dépend énormément de Moscou...

- **ML** : Quelles sont les différentes sensibilités organisées en Lituanie ? Est-ce que toutes revendiquent un Etat indépendant ?

- **AT** : Dans les mouvements d'opposition, on retrouve des sensibilités de droi-

te comme de gauche. Il faut se rappeler que lors de l'occupation allemande, puis russe, la culture lituanienne a été détruite. La culture communiste a été imposée avec cruauté. Je pense qu'il y a des Lituanien anti-autoritaires, anti-étatiques, mais ils ne sont pas organisés.

Il y a un vieux mouvement pacifiste lituanien. Ils sont proches des positions anarchistes, mais ils restent attachés au mouvement national... Ce sentiment national est très fort... car ils sont vraiment convaincus qu'ils vivront mieux hors de l'Union. Mais, économiquement, ils ne pourront pas s'en sortir. Et puis, parmi la population salariée des entreprises, les russophones sont nombreux...

- **ML** : Comment, à ton avis, va réagir Gorbatchev ?

- **AT** : Gorbatchev est très sensible à l'opinion internationale... Etant donné que beaucoup d'Etats occidentaux se taisent, il peut s'opposer à cette volonté d'indépendance.

- **ML** : Fera-t-il intervenir l'armée ?

- **AT** : Non, je ne pense pas. Il lui suffit d'étouffer économiquement le pays,

comme au Karabakh. Mais cela peut changer !

- **ML** : A long terme, comment vois-tu l'évolution de la situation si toutes les républiques réclament leur indépendance ?

- **AT** : C'est assez difficile de se projeter comme cela, loin dans l'avenir. L'Union soviétique reste un pays très fermé et cloisonné. C'est déjà assez compliqué de savoir ce qui se passe dans la ville voisine quand on est sur place. Les autres républiques sont plus prudentes dans leurs revendications. L'Estonie, l'Ukraine, la Géorgie ont des velléités d'indépendance. Mais elles attendent de voir la suite des événements. Et puis Gorbatchev, président, a plus de pouvoir. Il peut donc intervenir plus fermement...

Je pense qu'il ne peut y avoir de liberté pour la Lituanie que s'il y a une liberté pour l'Union soviétique.

Propos recueillis par Alain Dervin

Mardi 6 mars, à Breveza, Grigoris Spyarakos, policier de son état, a abattu de sang froid Dimitris Krikeris, un adolescent de 14 ans qui tentait de pénétrer dans une armurerie. La scène s'est déroulée dans la rue en présence du propriétaire de la boutique et de trois autres policiers. En signe de protestation, les anarchistes ont occupé les bureaux locaux d'Amnesty International, le 7 mars.

Le 8 mars, une manifestation a été organisée devant les locaux de la police. Deux mille personnes (anarchistes, gauchistes, communistes) y ont participé. Le même jour, vers 22 h, le bureau de la police et le local de la Nouvelle Démocratie (parti conservateur où se retrouvent nombre de vétérans du régime défunt des colonels) ont reçu des cocktails molotov. Deux voitures de police ont été incendiées à Salonique.

Cette nouvelle bavure policière intervient dans un climat particulièrement lourd puisque Melistas, le flic qui a abattu un jeune anarchiste en 1985, a été purement et simplement relâché lors de son procès en février dernier. Le 15 mars des étudiants de la faculté de droit d'Athènes ont lancé des pierres contre l'avocat de Melistas. Ce dernier s'est défilé en tirant dans le tas à l'aide d'un revolver.

Le samedi 17 mars, lors d'une nouvelle manifestation, un fourgon de la police a été attaqué, ainsi que des locaux du Parti socialiste (PASOK) et de la Nouvelle Démocratie. Le 19, en soirée, la police d'Athènes a occupé diverses places de la ville en vue d'endiguer les protestations, ceci suivant une procédure toute militaire. A cette occasion, deux cents personnes ont été interpellées et deux gardées à vue. Il s'agit de Dimitris Christou, 19 ans, et de Saitis Patsatzis, 17 ans.

On ne peut que s'inquiéter de la tournure que prennent actuellement les événements en Grèce, où les flics assassinent et la justice d'Etat blanchit ; alors que la répression et la violence contre les militants (anarchistes en particulier), les simples citoyens, et les réfugiés politiques turcs et kurdes ne cessent de se développer.

Thérèse et Bernard (gr. Humeurs noires de Lille)

Répression des communautés indiennes au Guatemala

Les Indiens forment la majorité de la population guatémaltèque. Membres de communautés paysannes situées dans les régions montagneuses de l'intérieur, des centaines de milliers d'entre eux partent, plusieurs mois par an, travailler sur les grandes plantations du littoral pour compléter leurs ressources. Face à la montée des mouvements sociaux à la fin des années 70 (grèves des travailleurs des plantations, revendications de terres où le Comité d'unité paysanne (CUC) jouera un rôle important), et à la naissance d'une guérilla qui a cherché à s'appuyer sur les régions indiennes, l'armée a riposté par des massacres systématiques de populations civiles, la destruction de villages et le déplacement de populations. Cette terreur s'intégrait dans un dispositif de contre-insurrection qui malgré l'arrivée au pouvoir, en 1986, d'un président élu, n'a pas relâché son emprise sur les otages de toujours : les Indiens.

Une des pièces maîtresses de ce dispositif est en effet leur enrôlement forcé dans des patrouilles de défense civile contrôlées par l'armée. Leur fonction est de sur-

veiller les passages, de fournir une force de travail gratuite pour les militaires, et d'offrir un relais pour diffuser dans les communautés, outre l'idéologie antisubversive en vigueur, une mentalité capitaliste. En vertu de ce système pernicieux, 600 000 Indiens assurent la main d'œuvre racisée d'un programme dont l'un des objectifs semble bien être, à terme, la destruction de la société des « naturels » et la transformation de leurs communautés en chaînes de fermes modernes aptes à bien produire pour l'exportation (1).

Nous sommes tous égaux

C'est dans ce contexte que s'amorce en 1986, dans le département du Quiché, un mouvement de pétitions réclamant que la constitution soit appliquée aux membres des patrouilles : celle-ci stipule, dans son article 34, que nul ne peut rejoindre un groupe d'auto-défense contre son gré. Le mouvement débouche en 1988 sur la création du Conseil des communautés ethniques Runujel Junam (« Nous sommes tous égaux », en langue quiché)

qui coordonne, à travers des centaines de délégués de communautés, les aspirations des habitants de la région (2).

L'activité du CERJ repose sur la défense et la promotion des droits de l'homme et des droits culturels des communautés. Objectif sans doute trop « subversif » puisqu'une campagne n'a pas tardé à être conduite contre le mouvement. Triste témoignage d'une atmosphère digne du livre d'Orwell, 1984 : les militaires diffusent dans les villages indiens un dessin animé qui raconte comment un loup séduisit, par des discours sur les droits de l'homme, des poulets qu'il va ensuite emporter pour les dévorer. mais sont aussi mobilisés les sinistres mécanismes extra-judiciaires — ceux qui conduisent à la disparition — qui n'ont cessé de fonctionner au Guatemala : plusieurs membres du CERJ en ont été victimes.

A travers le CERJ et d'autres groupements, comme la Coordination nationale des veuves du Guatemala (Conavigua) regroupant des femmes indiennes qui demandent que la lumière soit faite sur les cimetières clandestins, le mouvement

indien cherche à créer ses propres espaces d'expression, en dépit des pressions officielles et des contraintes matérielles de la pauvreté. Le 26 janvier de cette année, 3 000 paysans, dont une majorité de femmes de la Conavigua, ont manifesté à Santa Cruz del Quiché aux cris de : « Pour une tortilla de plus pour nos enfants » (3), « Pour l'arrêt de l'enrôlement forcé dans les patrouilles civiles », « Pour le droit à la vie » (4).

Espaces d'expression

Cette recherche d'autonomie ne concerne pas seulement, il faut le souligner, le mouvement paysan indien : elle touche aussi, dans les villes, le mouvement syndical et populaire. C'est que le Guatemala, pays où l'émancipation sociale et l'émancipation ethnique s'entrecroisent, les initiatives populaires s'orientent vers des projets dans lesquels — comme l'écrit E. Nuscue (5) — « les idées des Indiens ont contribué à la création d'une pensée alternative, où l'aspect communautaire et l'autonomie des communautés jouent un

rôle important, et qui regarde avec méfiance le produit créé par les institutions politiques autoritaires : l'Etat-nation, symbole de centralisme et d'abus de pouvoir... un pouvoir qui, fût-il formellement démocratique, ne doit pas permettre que s'abatte le mur du silence.

Denis Andro

(1) Sur ce dispositif, voir : G. Aguilera, « La guerre cachée. La campagne contre-révolutionnaire au Guatemala », *Les Temps Modernes* n° 517/518, août-septembre 1989.

(2) Les informations sur le CERJ proviennent de : « Persecuting human right monitor. The CERJ in Guatemala », *American Watch*, New York, mai 1989.

(3) Tortillas : galettes de maïs qui forment l'essentiel de l'alimentation dans les classes populaires.

(4) Source : *Solidarité Guatemala*, mars 1989, Collectif Guatemala, 67, rue du Théâtre 75015 Paris.

(5) E. Nuscue, *Los Agentes de Xibalba. Aspectos de las luchas indígenas en Guatemala*, Bogota 1986. En vente à la librairie du Monde Libéraire au prix de 30 F.

L'Etat contre le service public

CONTRAIREMENT à l'Arlésienne, dont on parle toujours sans jamais la voir, le projet de changement de statut des PTT a fini par arriver. Après le débat pipé du rapport Prévot, depuis des mois on en parlait ; et régulièrement, émanant des salons discrets du ministère, des notes toutes plus rassurantes les unes que les autres se répandaient dans les services. Déjà de quoi s'inquiéter. Et soudain, comme prévu par les méfiants, tout s'accéléra : avalisé le 21 mars au conseil des ministres, le projet est aussitôt adressé aux organisations syndicales afin de respecter (tout juste) le délai réglementaire pour réunir le comité technique paritaire le 31 mars.

Ces deux formalités expédiées, il n'en restera plus qu'une dernière, le dépôt devant l'Assemblée nationale début avril pour un vote s'annonçant plus facile que le passage d'une lettre à la poste. Dès lors, l'administration des PTT ne sera plus qu'un souvenir. Le sale coup est superbement bien monté et particulièrement sournois. Là où Longuet disait privatisation, démantèlement et déréglementation, qu'il dit service public fort, unité renforcée et adaptation nécessaire aux règles de la concurrence. Question de mots, les choix politiques et les finalités sont les mêmes.

La quadrature du cercle

Pour le gouvernement, la transformation des PTT en deux EPIC (Etablissement public et commer-

cial) distincts c'est, aussi bien pour le personnel que pour les usagers devenus clients, à la fois le beurre et l'argent du beurre. Ayant ainsi résolu la quadrature du cercle, à savoir un meilleur service rendu plus diversifié et à moindre coût pour l'usager, des carrières revalorisées plus enrichissantes et sans parler d'emplois pour le personnel, le tout dans un système de libre concurrence, le gouvernement mérite le prix Nobel. Au choix, celui de l'Economie, de la Littérature ou encore de l'arnaque que nous créons à son intention. Car il s'agit bien d'une arnaque portant à la fois sur l'usager et sur le personnel.

En dépit d'une campagne de pub vantant le contact, le principe de l'arnaque sur certaines catégories d'usagers est simple. En imposant dans le cahier des charges des seules entreprises Poste et Télécoms, les contraintes non rentables du service public, tout en libérant les tarifs et la mise en concurrence sur les services bénéficiaires, c'est l'augmentation des tarifs (équilibre des comptes oblige) non rentables, la perte des services et secteurs juteux (dont les entreprises sont les premiers utilisateurs) et la dégradation des services rendus aux petits usagers et aux secteurs géographiquement isolés qui se profilent à court terme. Contraindre les CCP à ne pas concurrencer réellement les banques, remplacer les prélèvements sur le budget par les diverses taxes foncières et professionnelles, voilà pour l'équilibre et l'autonomie de gestion.

Quant à rapprocher Poste et Télécoms de l'usager, que celui-ci considère ses rapports avec EDF, la SNCF et autres EPIC du même calibre.

L'arnaque sur le personnel, à double détente, n'est pas sans évoquer le démantèlement de l'ex-ORTF. D'ores et déjà, le nouveau statut prévoit deux catégories de personnels : les actuels fonctionnaires et les futurs employés régis par conventions collectives. Ce qui n'empêchera pas de continuer à recourir aux actuels auxiliaires et autres précaires, ni de multiplier les filiales.

Vive le social !

Ajoutons à cela une réforme des catégories et des carrières qui prévoit d'enfermer les agents dans des domaines professionnels cloisonnés, l'introduction de l'intéressement et de l'individualisation des salaires, un recrutement au profil et des carrières au « mérite »... Rarement un gouvernement et un patron n'auront tant progressé dans le social. Les atouts ne manquent pas pour faire aboutir ce projet ; une CFDT qui a chève sa mutation en syndicat patronal, le poids des échecs passés et la lassitude qui en découle, le manque de perspectives en dehors des sanctions électoralistes...

La force des postiers est entre leurs seules mains, il leur faut en prendre conscience et réaliser que cette force, s'ils le veulent, peut être redoutable.

G. Coste

ASSISTANTES SOCIALES

Usagers en danger

DEPUIS la mobilisation sur la refonte des études, il y a une dizaine d'années, les assistantes sociales ne s'étaient pas retrouvées dans la lutte, hormis le soutien apporté à celles que la mairie de Paris voulait muter pour avoir signé une pétition en faveur du relogement de familles immigrées.

Ce jeudi 22 mars, c'est toute la profession qui s'est mobilisée : sur 30 000 assistantes sociales, 5 000 dans la rue à Paris, 15 000 pétitions, toutes les régions de France mobilisées (surtout le Centre, la Bretagne, le Nord, le Sud-Est, un peu moins la Région parisienne), ainsi que « de nombreux secteurs (DDASS, Préfecture, Secteur social, Santé, CRAMIF, Education nationale, Education surveillée, PTT, SNCF...) ». Pour un mouvement qui débute, quelle réussite !

Mobilisées pour exiger l'abrogation de l'arrêté du 26.07.89 qui homologue le diplôme d'Etat au niveau III (DEUG, BTS, DUT), oui, car leur formation est de trois années après le baccalauréat et justifie d'un niveau II (licence). Cette revendication est l'élément fédérateur pour rassembler des organisations aussi variées que les associations professionnelles (corporatistes), les centres de formation, les organisations syndicales (des fédérations FEN, CGC, SUD, CRC aux syndicats de base CFDT, FO ou CGT) et les nombreuses assistantes sociales non adhérentes à quoi que ce soit.

Mais au-delà de cet arrêté, elles « tiennent à assurer un service social de qualité pour permettre aux usagers :

- d'accéder à des logements sociaux décentes,
- de s'insérer socialement et professionnellement,
- d'éviter l'isolement et l'exclusion, d'entrer dans des réseaux de solidarité,
- de connaître leurs droits et de les faire respecter,
- de lutter contre leurs difficultés relationnelles, matérielles et éducatives » (1).

Contre toutes formes d'inégalité

Elles rappellent ainsi qu'elles sont présentes et mobilisées « dans la lutte contre toutes les formes d'inégalité et d'exclusion » qui touchent enfants, toxico-manes, malades du SIDA, immigrés, analphabètes, handicapés, malades mentaux, personnes âgées, détenus... Aussi revendiquent-elles la reconnaissance de leur qualification (niveau licence), de leur fonction qui se complexifie et se rétrécit de plus en plus à l'application du RMI, et d'autre part la revendication salariale. Pourquoi ? Parce que c'est une profession essentiellement féminine, un bac + 3 compte comme bac + 2 au niveau des salaires. Doivent-elles rester dévouées et se satisfaire d'un salaire d'appoint ? Un débat que, déjà, les infirmières avaient soulevé.

Pour le moment, seule une commission de travail a été accordée par le ministère. De quoi mettre en forme les scandaleux accords Durafour. Quant aux étudiants,

également en grève, 8% leur sont octroyés sur leur bourse de misère. Si bien que la mobilisation ne peut que s'élargir et s'amplifier. Une autre journée de grève nationale est prévue fin avril, préparée par les collectifs de mobilisation départementaux et régionaux.

Hélène (groupe Pierre-Besnard)

(1) Motion-pétition qu'elles ont massivement signée.

La grande lessive

DANS ce monde dont les multinationales se partagent les dépouilles, l'exemple de la CGR abordé aux « Chroniques syndicales » de Radio-Libertaire du 17 mars, montre ce qui nous attend ici si nous subissons sans réaction leur bon vouloir.

Avant 88 : La Compagnie générale de Radiologie, branche médicale de Thomson, est l'unique entreprise de radiologie française. Son domaine est la Santé et la mise au point de nouvelles technologies pour le dépistage de maladies : 300 scanners et 20 IRM (1) sont déjà installés.

Aux Etats-Unis, Thomson-CGR est leader en mammographie et a acquis une solide réputation en vasculaire et tables RX (2).

Thomson-CGR, c'est surtout 7 000 salariés dont 3 200 en France, le reste en Belgique, Allemagne, Italie, Espagne et Etats-Unis.

Après 88 : General Electric troque une partie de ses activités grand public (TV...) contre la Thomson-CGR. Elle se débarasse ainsi d'un concurrent en prenant son nom, son réseau commercial européen et son savoir, cela au détriment des salariés (restructurations, licenciements et démotivation par abandon de projets).

La prime des planqués

La méthode GE (3) d'attribution des augmentations s'appuie sur des calculs « savants » issus d'une grille ayant pour but de répartir de façon gaussienne le personnel, mélangeant notation au mérite, périodicité de 9 à 18 mois et pourcentage de la masse salariale. Le personnel est averti de la date de l'augmentation et non de son montant, ce qui permet à la direction une remise en cause à tout moment de cette « carotte »...

D'autre part avec le printemps 90, la « jolie » augmentation a fleuri pour certains sous la forme exotique de prime (4). Encore des acquis qui partent à vau l'eau... sans parler du travail « volontaire » du samedi et dimanche agrémenté d'oboles et des heures supplémentaires « gratuites » !

Vive les séminaires GE... pour les cadres ! On en revient habillé de la tête aux pieds, sans aucune dépense : c'est encore mieux que Tati. Bien sûr, on en profite pour vanter les mérites de la lessive GE, la seule qui lave en profondeur les pauvres cerveaux innocents et nous les rend « made in USA ». Pour faciliter le séchage de tout ce beau linge, le climat des Antilles est un bien meilleur endroit

que la France métropolitaine.

Rien que le titre « amuse »... Entre humains et matériels, il y a un fossé que la direction franchit sans hésitation.

1988 : restructurations conduisant notamment à 600 suppressions de postes en France.

1990-91 : 438 suppressions de postes, fermeture du principal centre industriel de Stains (93) impliquant 400 transferts vers Buc (78). Bilan : un tiers des effectifs en moins. A ce rythme, on met la clé sous le paillason bien avant l'An 2000, sans compter l'« évaporation naturelle » ! (5)

Oh mon radeau !

Qu'attendre d'une société qui fabrique des produits similaires ? Peut-être une rationalisation, mais pas une liquidation pure et simple des appareils concurrents (arrêt du scanner, de l'IRM, des Ultrasons aujourd'hui ainsi qu'un manque quasi-total de moyens pour les autres projets générateurs, mammographie, vasculaire...)

Pourtant le personnel a acquis une grande compétence dans les produits de haute technologie, ce qui a constitué un atout essentiel pour la réputation de la CGR.

Maintenant, au nom de la rentabilité financière, on leur dit sous des mots couverts qu'ils sont des « incapables » !

Ainsi le marketing US, seul et unique décideur, impose non pas un cahier des charges précis pour un projet, mais seulement des orientations par rapport au marché.

Bravo messieurs les « big manager » ; mais que font nos chers responsables et talentueux chefs ? « Carpe Diem » sans doute, mais, bon sang, que les salariés osent monter sur leur bureau et regardent d'un autre oeil ce qui se passe sous leur nez !

C'est d'ailleurs ce qui commence à se passer avec les débrayages actuels, enfin...

Les multinationales, américaines ou autres, n'en sont pas à leur coup d'essai et, au nom du libéralisme, se partagent, au détriment des salariés, le gâteau industriel, avec la complicité des Etats.

Alors, empruntons cette phrase du dessinateur J.F. Batellier : « Travailleurs, faites pas les cons ! Occupez-vous de vos boîtes avant qu'il ne soit trop tard ».

Serge

- (1) Imagerie par résonance magnétique.
- (2) Rayons X.
- (3) Prononcez « D J I - I ».
- (4) Représentant 3% de la masse salariale.
- (5) Chiffrée à 160 personnes, d'ici 1991, par la direction.

REINSERTION

Grève à l'ADAPT

La Ligue pour l'adaptation du diminue physique au travail (ADAPT) est une des plus importantes associations du secteur social après la Croix Rouge. Fondée en 1929, elle s'occupe de la réinsertion professionnelle des adultes handicapés. Depuis le 13 février, au château de Soisy-sur-Seine, dans l'Essonne, qui abrite un des centres de formation c'est la grève avec occupation des locaux.

A l'origine du conflit existent des divergences pédagogiques entre la direction locale et l'ensemble des formateurs. Si, aujourd'hui, les différents protagonistes semblent avoir trouvé

un accord qui satisfait les revendications des formateurs, rien n'est réglé en ce qui concerne le délégué syndical CRC qui plus est secrétaire général du syndicat départemental santé-social. En effet, la direction réclame son départ et, depuis les premiers jours de grève, refuse de revenir sur la demande de licenciement. Licenciement totalement abusif puisque comme tout responsable syndical, il est un salarié dit « protégé » par la législation.

Décision doublement injustifiée car rien de sérieux n'est reproché à ce militant, si ce n'est d'avoir dénoncé les « magouilles » financières de cette

association. L'ADAPT s'est d'ailleurs fait récemment sermonner par l'Inspection générale des Affaires sociales qui lui reproche « certains défauts d'organisation administrative » et une comptabilité quelque peu « incertaine ».

Au-delà donc d'un conflit du travail classique, c'est une gestion douteuse des deniers publics qui est ainsi révélée. Mais c'est également la vigueur revendicative d'une équipe syndicale qui est menacée, celle de la toute jeune organisation CRC (Coordonner Rassembler Construire), syndicat issu des grèves de l'automne 1988 et constitué à l'origine par des « moutons noirs de la CFDT ». Souhaitons que le soutien des personnels et l'action de la fédération régionale CRC empêcheront ce licenciement.

AD

CONGRES DU PS

Les éléphants en furie

L'ÉCLATEMENT, sous couvert de primaires, du courant majoritaire ; la pêche aux mandats menée tambour battant, à la hussarde ; des arnaques en rafales ; des magouilles, des embrouilles, comme s'il en pleuvait ; le carton du chou-chou ; son arrogance ; la chasse aux débauchages ; la mise sur pied, via un véritable renversement d'alliances, d'un syndicat des « has been » pour tenter de barrer la route au « jeune » et métallique « dandy des gadoues » ; une lutte pour le pouvoir, au couteau et à la hache ; un concert permanent de sifflets, de huées et de vociférations ; la haine à l'état brut ; le désintérêt le plus total pour toute réflexion politique et sociale... ce congrès de Rennes du Parti socialiste aura assurément fait très fort dans le lamentable et dans le pitoyable. Et tout ça pour en arriver au néant d'un non-accord sur la composition de la direction et à « l'incroyable » de l'absence d'un texte commun d'orientation.

Bien évidemment de retour dans leurs marigots respectifs, les crocodiles socialistes, rappelés à l'ordre par Dieu le père, prirent conscience du désastre et tentèrent de rattraper le coup. Une synthèse laborieuse fut mise au point. On se partagea le pouvoir avec Mauroy en n°1, inaugurateur de chrysanthèmes, Debarge en grand argentier et les hommes de main du silencieux « parler vrai » en arbitres de la querelle fratricide. Et Michel Rocard, véritable troisième larron de l'affaire, se retrouva sacré Dauphin. Mais le mal était fait.

Souvenirs, souvenirs !

Chez les militants socialistes comme dans l'opinion publique, le désarroi et la déception ont créé une déchirure d'envergure. Car personne ne pensait qu'un parti au pouvoir pouvait offrir le spectacle d'une telle division ; et rares étaient ceux qui imaginaient que la lutte pour le pouvoir et le choc des ambitions personnelles pouvaient prendre à ce point le pas sur les débats d'idées, une certaine morale, une certaine fraternité... et « le socialisme ».

Pour ce qui nous concerne, le congrès de Rennes du Parti socialiste ne nous étonne pas.

Depuis toujours en effet ce parti et ses congrès opèrent au rythme endiablé des luttes pour le pouvoir, des magouilles, des trahisons, des renversements d'alliances et des virages à 180°. Lors du congrès mythique d'Epinay en 1971, Mitterrand réussissait à coaguler autour de lui l'aile droite du Parti (Defferre et Mauroy) et son

travailleurs sans toucher au cœur du système actuel : le pouvoir dans l'entreprise.

En 1975, lors du congrès de Pau, Mitterrand rompa alors avec Chevènement et le ceres pour s'allier avec le renégat Rocard qui venait de quitter le PSU et qui consacra son discours... à « la démenche capitaliste ».

En 1979, Mitterrand se séparait d'un Rocard qui n'hésitait plus à se poser en alternative à sa candidature aux présiden-



aille gauche (Chevènement) pour l'emporter sur les vieilles barbes de la SFIO managées par Guy Mollet et Alain Savary. C'était l'époque où il affirmait clairement à la tribune : « Violente ou pacifique, la révolution c'est d'abord une rupture ; celui qui accepte la rupture avec l'ordre établi, avec le capitalisme, celui-là peut être adhérent au Parti socialiste... Il n'y a pas de socialisme sans l'appropriation collective des grands moyens de production, d'échange et de recherche... ». C'était l'époque où Chevènement, rédigeant la fameuse motion d'Epinay, n'hésitait pas à écrire : « L'illusion aujourd'hui est de croire qu'il est possible à la gauche d'occuper le pouvoir pour y procéder à des réformes démocratiques et d'améliorer la condition des

tielles. Il se réaccoquinait donc avec Chevènement pour tirer à boulets rouges sur un Rocard qui commençait à dévoiler le fond de sa pensée en affirmant notamment : « sans marché, la liberté n'est plus enracinée dans l'ordre économique et elle est dès lors menacée ». Et sa motion tonait : « Notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer, mais de le remplacer par le socialisme ».

Comme on le voit, jusqu'à leur arrivée au pouvoir, les socialistes n'ont pas cessé de s'entredéchirer pour obtenir la direction du parti et les renversements permanents d'alliances témoignent, s'il en était besoin, de l'âpreté du combat et de la minceur des débats d'idées.

Certes, depuis 81, les choses ont

quelque peu changé, et de Valence à Lille, en passant par Bourg-en-Bresse et Toulouse, leurs congrès avaient pris l'habitude de ronronner. Mais, fi donc des motions de congrès coulées dans le bronze de l'unanimité synthésiste, les faits parlaient d'eux-mêmes. La traque aux réfugiés basques, les expulsions de basanés, le Rainbow Warrior, l'abandon de toute réforme un peu sociale, un peu politique ou un peu économique, la découverte des vertus du marché, de la démocratie bourgeoise et du capitalisme... attestaient que le PS persévérerait sur la voie des retournements de veste, des virages à 180° et de l'opportunisme, pour garder une fois encore le pouvoir.

Bref, pour quiconque n'a pas la mémoire hémiphlégique, le congrès de Rennes n'est pas franchement une révélation. Mais est-ce pour autant à dire qu'il n'est qu'un congrès foireux parmi d'autres ? Rien n'est moins sûr !

Sous le grand manteau du pouvoir, le roi est nu

Jadis, quand il était dans l'opposition, le PS pouvait se permettre d'établir au grand jour ses varices et sa mauvaise haleine. Cela ne prêtait pas à conséquences, car il y avait pire que lui.

Aujourd'hui, alors qu'il n'a plus de concurrence à gauche ou à droite, qu'il joue de la force pèpère et qu'il se présente en chef d'orchestre du consensus, tout coup de projecteur porté sur sa véritable nature lui fait très mal. Pire, après avoir œuvré tous azimuts à la dépolitisation des électeurs et des citoyens, toute étincelle dans la savane de sa crédibilité est susceptible de se transformer en incendie anti-politique et, pour l'heure, le seul à profiter de ce phénomène de rejet à l'égard du politique et de la classe politique s'appelle Le Pen.

Comme on le voit, les socialistes n'ont peut-être pas choisi le bon moment pour jouer avec les allumettes.

Mitterrand ne s'y est d'ailleurs pas trompé puisqu'il s'est laissé aller à dire à demit-mot qu'il craignait que ce congrès ne soit

BILLET D'HUMEUR

Joli coup !

Avez-vous entendu parler de « l'offensive contre le tabagisme et l'alcoolisme » ? Evidemment, c'est une initiative du gouvernement. Merci, le gouvernement ! Et puis bravo pour l'originalité des mesures ! Chacun sait que la part des taxes sur ces produits est telle qu'une augmentation des prix profite énormément à l'Etat. Chacun sait aussi, à moins d'avoir la mémoire courte, que cela produit assez régulièrement. Est-ce que les accros aux différentes drogues légales baissent leur consommation pour autant ? Ce n'est pas l'avis des pleureurs en blouses blanches, mais c'est peut-être une question de niveau. Ils préconisent dans un « rapport » 30% par an pendant trois ans, ce qui serait en vérité une mise au niveau européen... Pour l'anecdote, le ministre de la Santé souhaiterait une augmentation de 15% tandis que le ministre du Budget se contenterait de 3%. Il est vrai que son goût pour les cigares est connu, au point même que certains se demandent si ce n'est pas des cigares de fonction...

Et voilà, comme quoi, la politique, c'est du sérieux !

Le Furet

la cause d'une défaite électorale en 93. Dur !

Manquerait plus que la crise de crédibilité du PS se double d'une crise de légitimité et que les déçus du stalinisme et du socialisme réformiste se mettent à réinventer le socialisme ! Le vrai ! Celui qui n'a rien à voir avec la haridelle qui aujourd'hui ose encore s'en réclamer ! Celui de la Commune. De la révolution d'Octobre. De Kronstadt. De l'Espagne libertaire !

Jean-Marc Raynaud

CATHEDRALE D'EVRY

Les calotins nous font les poches

CELA fait près d'un siècle qu'aucune cathédrale n'a été construite en France. Soyez rassurés cette lacune va enfin être comblée ! La ville nouvelle d'Evry, dans l'Essonne, possède l'énorme privilège d'avoir été choisie pour l'édification d'un tel édifice. Notons que les musulmans eux-mêmes avaient tenté de construire un lieu de culte d'envergure en cette commune. Le projet fut abandonné en raison, paraît-il d'un manque de financement. Selon certains un problème d'ordre politico-religieux serait survenu entre l'Arabie saoudite, faisant office de bailleur de fonds, et des intégristes pro-iranien désireux de récupérer la mosquée, une fois achevée, à leur profit. Après ce léger détour, revenons au catholicisme.

Depuis fin 1988, une gigantesque campagne médiatique est orchestrée, afin de

soliciter le bon peuple à financer la cathédrale. Pour cela on a eu recours à un affichage publicitaire massif dans les couloirs du métro parisien, où apparaît un schématique édifice d'un goût architectural douteux (ceci est un avis tout personnel), à la publication d'articles dithyrambiques dans la presse bourgeoise, à des prospectus « attrape-couillons » qui proposent un « certificat de bâtisseur personnalisé à votre nom » contre « votre » argent bien entendu !

Laïcité, vous avez dit laïcité ?

Tout ce cirque autour d'un tel projet ne peut laisser les anarchistes indifférents. Mais il y a plus grave encore dans cette affaire, c'est le financement, qui se présente sous la forme de subventions

Paradoxe ! C'est en 1989, année du bicentenaire de la Révolution française

célébré avec faste par le pouvoir « socialiste » que Jack Lang, ministre de la Culture, lors d'un colloque sur l'art sacré a annoncé que son ministère financerait le musée « d'art sacré » devant être installé dans l'enceinte de la cathédrale, les vitraux et certaines œuvres d'art. Cet authentique « cul béni » a même déclaré : « le clergé est audacieux, il est normal que le ministère de l'audace, si j'ose dire, lui donne un petit coup de pouce... ». En guise de « coup de pouce » ce sont cinq millions de francs qui vont être versés dans un premier temps. Le montant total de cette bâtisse bien inutile est estimé à soixante millions.

Un comité de parrainage a été fondé. Y figurent les personnalités suivantes : le cardinal Lustiger, Monseigneur Decourtray, l'historien Georges Duby, Michel Serres, Edmonde Charles-Roux (la veuve de Gaston Defferre), le prési-

dent du directoire de la société Cartier et Jacques Guyard, député-maire socialiste d'Evry. Financiers, « politicards » et « calotins » font bon ménage. Il est regrettable que l'armée n'y soit pas représentée, ce serait le bouquet.

Mobilisation laïque

Une fois encore, nous constatons que la loi de 1905, stipulant la séparation des églises et de l'Etat, n'est pas appliquée. Selon celle-ci aucun lieu de culte ne devrait être financé par des fonds publics, on constate encore ici que la loi est bafouée par ceux-là même qui s'en réclament. Sous couvert de financer un musée, ne nous y trompons pas, c'est bien cette cathédrale que le pouvoir veut subventionner.

Les anarchistes, et autres libres penseurs, doivent se mobiliser ; mais aussi

tous ceux qui refusent de payer la facture des délires grandioses, d'un autre âge, conçus par quelques individus soucieux de reconquérir une opinion publique échappant à leur emprise. Lutter contre un tel projet c'est lutter contre toute forme d'oppression religieuse.

Une telle réalisation, après les manifestations d'intolérance religieuse que nous avons connu ces deux dernières années lors de la sortie des films *La dernière tentation de Christ* et *Je vous salue Marie* et de la publication du livre de Salman Rushdie, *Les versets sataniques*, serait un affront pour tous ceux épris de liberté. Refusons l'obscurantisme religieux et sa pérennisation. Non à la cathédrale et à bas la calotte !

Lionel Nicaud
(groupe Francisco-Ferrer)

BILAN

Le polar des années 80

Depuis dix ans, la réalité dépasse souvent les sujets les plus sombres des polars les plus noirs. Les années 80 sont mortes... Un bilan s'impose. Et si la fiction inspirait la réalité.

DURANT cette dernière décennie, de 1979 à 1989, environ six mille polars ont réussi à s'introduire dans les librairies françaises. Venus de toutes les contrées industrialisées de la planète, ils n'hésitent pas à employer les moyens les plus inavouables afin d'acquiescer et de conserver une place de choix sur les rayonnages des sus-dites librairies. Se servant de la drogue, du meurtre et de la corruption ces six mille romans criminels ont tous pris rendez-vous avec les malades que nous sommes.

Atteints de négrosériophilie (1) aiguë, rongés d'espionnisme galopant ou accros de l'intrigue machiavélique, nous savons qu'aucun antidote connu ne pourra jamais nous guérir. Le virus est en nous. Et ainsi, chaque mois, le sourire aux lèvres et la main tendue, nos dealers préférés nous refourguent notre dose. Ce qui a pour principal effet de faire de nous, de vous, le complice consentant d'un crime non élucidé, d'un scandale politico-financier étouffé ou d'un fait-divers sordide.

Celui qui se met à l'écoute du monde s'aperçoit que de temps en temps la réalité paraît s'abreuvier à la source de l'imagination. L'auteur de *La fée carabine* (Série

noire n°2085) Daniel Pennac faisait remarquer récemment à « Apostrophes » qu'après avoir décrit des mémés flingueuses, il avait lu un entrefilet dans la presse sur une grand-mère arrêtée avec un calibre dans son sac à provision. C'est ainsi que ce qui se déroule de crapuleux et d'horrible dans la rue, dans les palais ou dans les taudis dépasse souvent la fiction la plus débridée. Un rapide survol de quelques affaires nous le rappellera à l'esprit.

Etat des lieux

En septembre 1988 est révélé au peuple soviétique l'existence de la « Mafia du coton » en Ouzbékistan. Le genre de Brejnev, Youri Tchourbanov aurait touché des pots de vin de quelques millions de dollars. La fille de Brejnev,



elle, est compromise dans un trafic de diamants et son frère dans une affaire de devises. Et depuis six mois, il ne se passe pas un jour sans qu'on apprenne que tel ou tel dirigeant stalinien hongrois, est-allemand ou tchèque ait été arrêté pour corruption, luxe effréné, prévarication, etc.

A l'issue d'un maxi-procès à Palerme, qualifié de « procès du siècle », qui jugeait 474 membres de la Mafia, le parrain de cette charmante association, Michele Greco, est acquitté en avril 1989. Un an auparavant, celui qui avait permis ce coup de filet, le juge Falcone démissionnait car il n'était plus couvert par sa hiérarchie.

L'an dernier, un membre du comité d'entreprise de la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris, et treize autres personnes, trotskystes de la tendance « lambertiste » sont inculpés de recel, de vol et d'abus de confiance.

Et puis l'affaire Nucci, le scandale Péchiney qui vit resurgir d'anciens militants des années 30-40 devenus des hommes d'affaires et des familiers des cabinets ministériels, les affaires Luçaire, Luçona en Autriche, Juan Guerra en Espagne, les narco-trafiquants et les narco-terroristes en Amérique latine, la guerre des cliniques, les gardes du

corps assassins de Winnie Mandela, j'en passe et des meilleurs. Les auteurs de polars ont donc le choix : soit puiser dans ce vivier plutôt trouble, soit inventer des situations à partir de tel ou tel élément. Depuis que Dashiell Hammett a sorti le crime d'un vase vénitien pour le précipiter dans la rue, le roman noir s'essaye à rendre compte des soubresauts des sociétés modernes, par l'exploration perverse de ses bas-fonds, ainsi que des peurs et des fantasmes de ses habitants. En bref, le monde n'existe que pour devenir polar.

Laissez bronzer les cadavres !

Toujours au Top 50 des meilleurs romans américains, les récits de détectives privés. Parmi les auteurs qui se sont distingués ces dix dernières années, on peut citer en vrac J. Crumley, B. Pronzini, R.B. Parker, V.M. Montalban, K. Davis, R. Simon. Et pour bien ancrer en nous ce personnage mythique la télévision nous a offert un superbe Stacy Keach en Mike Hammer.

L'ennemi ou l'allié du privé est le filic. Qu'il soit sans nom, cynique et désabusé comme celui de R. Cook, stylé comme le Dalglish de P.D. James, qu'il soit ripoux, alcool, légèrement de gauche ou carrément facho, le policier est omniprésent dans la littérature criminelle. Le plus déjanté de la bande étant sans conteste Lloyd Hopkins, la créature de James Ellroy. Cet auteur se dit le meilleur auteur de romans noirs de son époque, et quiconque s'est laissé happer par ses histoires sulfureuses et désespérées ne peut le démentir. Dans les années à venir, on devrait découvrir en France le nommé Charles Willeford et un petit nouveau, un certain Jim Nisbet.

Sur les écrans, les poulets tiennent le haut du pavé. Vous n'avez que l'embaras

du choix entre R. Hunter, Derrick, V. Terranova, Crockett et Tubbs, D. Lansky, Navarro, R. Goupil, Lavardin. L'évocation du passé, proche ou lointain, nous a donné pas mal de nuits blanches. Parmi les périodes vedettes, les sixties, les révoltes des années 67 à 68, le nazisme, le stalinisme. Les années trente et quarante sont les plus souvent sollicitées car elles sont riches en épisodes troubles et en personnages aventureux. On ne s'étonnera donc pas de cotoyer, ici ou là, espions de l'Abwehr, militants du Komintern, tueurs du NKVD, dynamiteros anarchistes ou rescapés des camps de la mort. T. Topor, F.D. Huebner (La cité des pluies de sang, Série noire), R. Ludlum, R. Littell, E. Leonard, A. Furst, J. Hansen ont écrit des choses passionnantes là-dessus.

Chez nous, des auteurs comme M. Villard, D. Pennac, J.-F. Vilar, D. Daeninckx, M. Quint ont su imposer un style neuf et des récits modernes. Le roman *Gore*, très mal vu chez certains, a fait une entrée remarquée dans la cour des grands et un auteur comme Corsélien (alias Kaa, une des dernières grandes découvertes du Fleuve noir) s'est vu offrir le prix du roman *Gore* à Avoriaz en 1988. Dans le même temps, quelques militants issus du troskysme moribond se sont reconvertis dans le roman noir, espérant retrouver par ce biais un public qu'ils n'avaient plus depuis longtemps. L'ouvrage d'un théoricien marxiste de la IVe Internationale, Ernest Mandel, *Cadavre exquis* essaya en 1986 de propulser ce « polit-polar » dans les médias avec l'appui de deux romanciers, Thierry Jonquet et Jean-François Vilar. En effet, on en parla quelque peu. Mais tout cela est à présent bien terminé.

Derniers dealers connus

Cette décennie a vu également la redécouverte des romans d'André Hélène, publiés chez 10-18 et Fanval Noir, grâce aux soins éclairés de Bayon, Evrard et Casoar. Ce forçat de l'« underwood », mort trop tôt, n'a pas eu la chance de connaître la gloire et les feux de la rampe qui ont touché Léo Malet ces dernières années.

Des collections sont mortes, comme « Spécial Police » au Fleuve noir, mais beaucoup d'autres sont apparues, comme pour prouver la vitalité d'un genre qui n'a pas droit aux honneurs du ministère de la Culture, mais qui agrandit le cercle de ses fidèles un peu plus chaque année. Parmi ces nouvelles associations criminelles, citons Rivages/Noir, l'Instant Noir, Crapule Production ou Polar USA.

En conclusion, voici une modeste liste des quelques titres marquants des dix dernières années : James Ellroy, *Le Dahlia noir* (Rivages/Thriller), James Crumley, *Le dernier baiser* (10-18), Andrew Vachss, *Flood* (Le Livre de poche), Humberto Eco, *Le nom de la rose* (Le Livre de poche), M.V. Montalban, *Meurtre au comité central* (Le Sycamore), Robin Cook, *On ne meurt que deux fois* (Série noire), Daniel Pennac, *Au bonheur des ogres* (Folio), Didier Daeninckx, *Meurtres pour mémoires* (Série noire), André Hélène, *Les salauds on la vie dure* (10-18), etc. Autant d'ouvrages, et bien d'autres encore, que vous êtes invités à lire dans les meilleurs délais.

Frank Murder

(1) Un négrosériophile est un fanatique de la Série noire.

EN BREF

GAVROCHE

Cette revue d'histoire populaire bimestrielle vient de sortir son n°50, daté de mars-avril 1990. Prix au numéro : 30 F. Abonnement annuel de cinq numéros, dont un double : 150 F. Editions Floralé, BP 872, 27008 Evreux cedex. Cette revue est aussi disponible à la librairie du Monde Libertaire.

INFOS EDUCATION REGION PARISIENNE

Ce supplément au mensuel *Combat Syndicaliste* (CNT-AIT) vient de paraître. Au sommaire vous trouverez un article très documenté sur la récente grève des ATOS, un « carton rouge » pour les bibliothèques, et un dossier sur la formation des enseignants. Tiré à 2 000 exemplaires, une large diffusion est souhaitée. Ce numéro est disponible au Centre confédéral, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris et à la librairie du Monde Libertaire.

SOUTIEN

Le 31 mars sera la journée internationale de soutien aux 6 prisonniers irlandais de Birmingham. A Paris, vous êtes invités à manifester contre l'injustice flagrante qui touche ces six personnes, qui purgent actuellement des peines de prison dans les geôles britanniques pour des actes qu'ils n'ont pas commis. Un rassemblement est organisé devant l'ambassade de Grande-Bretagne, rue Saint-Honoré à 15 h 30, samedi 31 mars 1990.

INITIATIVE

L'imprimerie Autographe, bien connue dans le milieu libertaire, organise une exposition Jacques Tardi, jusqu'au 13 avril, au 10 bis, rue Bisson dans le 20e, à Paris (M° Couronnes). Les heures d'ouverture sont : du lundi au vendredi de 14 h à 18 h et le samedi de 13 h à 18 h. Tél : 43.58.26.26.

ANTIMILITARISME

Suite aux rencontres antimilitaristes du printemps 89, à Carmaux, le COT d'Albi vous convie à un long week-end de Pâques à Poutac, dans le Tarn, du 13 au 16 avril 1990, sous le générique : « Résistance à la militarisation en France et en Europe ».

Les thèmes abordés iront de : Femmes et militarisation, aux ventes d'armes en passant, par les essais nucléaires et les accords armée-école.

Pour de plus amples renseignements, téléphonez le mercredi de 17 h à 19 h au (16). 63.38.39.55.

COMMUNIQUE DU CIRA

La bibliothèque du Centre international de recherches sur l'anarchisme ouvre ses portes dans de nouveaux locaux : 24, avenue de Beaumont, 1012 Lausanne, Suisse. Tél : (021)32.48.19 ou 32.35.43.

Les services de prêt et de renseignements bibliographiques ne recommenceront à fonctionner qu'à partir du mois de mai, pour tous les lecteurs qui se seront acquittés de leur cotisation de 40 FS par an (environ 150 FF).

La bibliothèque est ouverte tous les jours de semaine de 16 h à 19 h ou sur rendez-vous.

ENQUETE ADMINISTRATIVE

Plus bête que méchant

Nos « camarades ministres socialistes » sont-ils — comme les Dalton — plus bêtes que méchants ? A peine dépêtrés du fichier des Renseignements généraux, deux ministres viennent de se mettre une affaire de sondage-fichage sur le dos. Peu après la signature des « accords Durafour », le sus-nommé et Michel Delebarre (équipement-transport) se devaient de démontrer que le climat social était bon et que les accords étaient approuvés par une majorité d'agents de la fonction publique et plus particulièrement du ministère de l'Équipement, prenant ainsi en défaut les vilains syndicats qui ne les ont pas signés.

Quand on est ministre, on veut avoir raison à tout prix et ça pousse à faire des conneries : M. Delebarre, la direction du personnel de son ministère et l'entreprise de sondage ont mis sur pied un drôle de sondage et une procédure suspecte.

Les agents ont été contactés personnellement, sur leur lieu de travail, puis à leur domicile; après quelques questions anodines, mais permettant de « repérer » les sondés, les questions se font plus précises : « Que pensez-vous des accords ? », « A l'Équipement, pensez-vous que la situation est : meilleure, pareille, moins bonne qu'avant ? », « En cas de conflit, à qui faites-vous plus confiance pour faire avancer vos revendications : aux syndicats, à votre directeur, au ministre, au Premier Ministre, à personne ? », « Êtes-vous prêt à : signer des pétitions, distribuer des tracts, faire grève ? », etc.

Enfin, pour terminer en beauté, et officiellement pour caler le panel des sondés quelques questions personnelles : « Age, date d'entrée dans le ministère; catégorie fonction publique, situation du conjoint; de quel syndicat vous sentez-vous le plus proche ?, appartenez-vous à un parti politique et/ou de quel parti vous sentez-vous le plus proche ? ».

Bref, un scandale ! Après un sérieux remue-ménage des organisations syndicales, les ministres — comme dans les fables — jurèrent de leur bonne foi : c'était une bavure de sous-fifre. On est prié de le croire...

WR

LITTÉRATURE

« Du témoignage »

EN 1914, Jean Norton Cru en bon citoyen français, patriote, croyant, respectueux des valeurs morales part à la guerre. Après vingt-huit mois de tranchées en première ligne il ne sera plus jamais le même homme comme tant de centaines de milliers d'autres. Mais à la différence de ceux qui se résigneront ou qui vivront dans l'illusion de l'héroïsme - véhiculée par les instances militaires - et les images d'Épinal de la guerre réclamée par les familles mêmes, propagées par l'illustration et les romanciers anciens combattants, il voudra rester lucide et témoigner de la réalité.

Fortement influencé par les *Études sur le combat* de Charles Ardant du Picq, ce poilu démonte une à une toutes les idées reçues sur la guerre de 1914 - cela vaut tout autant pour les autres guerres - que les écrivains les plus connus se sont évertués à pérenniser. Son but est didactique : la guerre n'est ni noble, ni héroïque, ni belle selon les termes employés pour la qualifier, mais plutôt une boucherie souvent inutile, absurde et peu glorieuse au quotidien. Du Chemin des dames à l'acharnement de Verdun, Norton Cru détruit les mythes en

montrant leurs invraisemblances, preuves et calculs à l'appui. Qu'il s'agisse du combat à la baïonnette (, qui existait déjà au XVIII^e siècle !), de la tactique du choc frontal entre deux armées ou la vision cauchemardesque du sang des combattants, coulant à flot, il affirme ce qui est, et ne veut pas cautionner ce que l'Histoire et les populations (et les soldats eux-mêmes) ont voulu entendre.

Oui, la célèbre tranchée des baïonnettes (découverte par des touristes du front), le courage héroïque et bien connu du soldat, la propension naturelle de l'homme pour la guerre sont autant de légendes fabriquées de toutes pièces. Et jusqu'au célèbre « Debout les morts ! » de Maurice Barrès qui n'est qu'une interprétation romancée et galvanisante au possible.

Du Témoignage, loin d'être un pamphlet ou un récit pontifiant, est le résultat d'un titanesque travail de synthèse et de recherches parmi les milliers de récits, études, romans et témoignages rassemblés. L'auteur a simplement voulu rendre hommage à ses compagnons en rétablissant justice et vérité. N'hésitant pas à s'opposer à tous les antimilitaristes bon teint de l'après-guerre qui propageaient

d'ailleurs les mêmes légendes que les militaristes, remettant en cause une vérité fallacieuse qui arrangeait toutes les parties civiles ou militaires, Norton Cru s'est posé trois questions essentielles : que valent les témoignages ? En quoi peuvent-ils être fiables ? Les acteurs des conflits ont-ils encore les facultés de témoigner ?

Dérangeant au point de voir s'élever contre lui presque toute l'intelligentsia, Jean Norton Cru n'a de cesse de révéler tout ce que l'on a voulu occulter, rétablir enfin la vérité sur la guerre et en rendre évidente, bien plus efficacement que tous les pacifistes virulents, l'absurdité.

R.B.

Du Témoignage, 1989, éditions Allia, première édition chez Gallimard en 1930.

RADIO LIBERTAIRE
89.4 FM
PARIS ET RP
TEL : 42.62.90.51

Forum sur la Roumanie

La Roumanie est aujourd'hui une page chaude de l'actualité. La question du nationalisme est particulièrement brûlante. Claude Karnoouh s'intéresse depuis fort longtemps à cette partie de l'Europe, il a sillonné pendant plusieurs années les villages des Carpates et vient d'effectuer un voyage en Roumanie et en Hongrie. Claude Karnoouh, ethnologue, tente de cerner au travers d'une série de chroniques la naissance de l'esprit nationaliste. Son ouvrage : *L'invention du peuple, chronique de Roumanie* a été publié aux éditions Arcantère (150 F). Il est en vente à la librairie du Monde Libertaire.

Par ailleurs, Claude Karnoouh parlera de son livre sur les ondes de Radio Libertaire, à l'émission « Chronique syndicale » le samedi 31 mars à 11 h 30.

Il sera également présent à la librairie du Monde Libertaire, pour un forum, le samedi 31 mars à 16 h 30.

ROMAN

« Otage de l'amour »

POURQUOI quitter ses montagnes de Haute-Provence pour une jungle bien-aimée, celle du macadam parisien ? Pour affronter dans un bonheur renouvelé les orages de l'amour, bien sûr. Joies et crises, désespoir et retrouvailles, amour et sensualité, intériorité et communauté...

Stéphane Tournu-Romain accomplit, avec ce premier roman, un voyage introspectif. Par les yeux du personnage central, par ses yeux uniquement puisque le roman se déroule en silence, sans dialogue, sans parole, mûri des quelques sentiments qui le meuvent, l'amitié et l'amour prennent une importance à la dimension de la terre qui les porte.

L'émotion, la nostalgie, la déraison sont au cœur de la vie du personnage, qui ressemble étrangement à son auteur. Son comportement sera donc éminemment social : on aime point dans la solitude, sauf à s'imposer l'ascèse masochiste ou la séparation déchirante. Il faut saisir l'instant qui passe et en nourrir son intériorité et sa nostalgie. Pour savoir partager son bonheur quand l'occasion se présente,

S'ajoutent une quête métaphysique, et une affirmation confiante de la transcendance, qui se rencontre dans des brefs moments de solitude ou dans l'ineffable des relations avec les autres. C'est aussi la contestation d'une société qui marchandise jusqu'à l'amour et l'amitié, la vie et la mort, où tout est toujours question d'argent, sauf à céder à la folie.

L'histoire d'*Otage de l'amour* se déroule dans notre société, dans les rues de Paris ou dans les montagnes autour de Digne, dans une société bien réelle malgré tous ses artifices. L'évasion est intérieure, dans les profondeurs de l'humanité des personnages, dans leur douceur comme dans leur douleur. L'histoire pourrait être la nôtre, celle de chaque vie, si on se laissait être « otage de l'amour »... (1).

Victor Lapp

(1) Stéphane Tournu-Romain, « Otage de l'amour », éd. Delphes, en vente à la librairie du Monde Libertaire.

CHANSON PACIFISTE

Elisabeth et Guimou de la Tronche

LA première fois que j'ai entendu ces deux loustics, ça remonte à une dizaine d'années, Elisabeth interprétait *P'tit Louis*, dont elle avait écrit la musique sur un texte de Guimou. Putain ! Quelle émotion... réalise un peu : une chanson à la mémoire de mon vieil ami Louis Lecoïn, qui nous avait quittés depuis peu. J'en avais les larmes aux yeux.

Ces deux Berrichons célébraient un autre gars du Berry, P'tit Louis. Ils redoraient vachement le blason de leur province, salement terni par la nommée George Sand, « la bonne dame de Nohant », comme on dit là-bas. Mon cul, ouïe une vraie salope, en vérité, qui écrivit (elle ne fut pas la seule, mais ce n'est pas une excuse !) des saloperies, des ordures, des ignominies sur les fusillés de la Commune de Paris.

Tout y passe !

Bref, Elisabeth et Guimou, dont j'étais déjà le copain, devinrent mes potes, mes amis. Des amis, des vrais, c'est pas si courant. Alors, tu vas dire, c'est du copinage mes élucubrations sur les deux compères du Berry. Et après ? Si les amiches ne disent pas ce qu'ils pensent de deux artistes, ignorés bien sûr des médias, ne faisant pas partie, naturellement, du show-biz, qui alors en parlera ? Répondez pas tous à la fois...

Après Laurel et Hardy, Paul et Virginie Jacob et Delafon, Font et Val (des copains bougrement corrosifs eux aussi), n'oubliez pas Elisabeth et Guimou. Sacrés phénomènes, ces deux-là. Donnent un spectacle où l'humour le dispute à la tendresse,

l'ironie féroce au coup de gueule vengeur, la haine des haineux à la lutte contre la connerie. Tout y passe : les tartuffes, les salauds, les bénisseurs d'armes, les militaires... Oh ! oui, l'armée en prend un sacré coup,



l'armée et tout ce qui va avec : les marchands d'armes, « les princes qui nous gouvernent » comme disait jadis Machin sous son entonnoir, les juges-aux-ordres bien plus indulgents pour les criminels de haute volée que pour les innocents qui ne veulent pas apprendre à tuer, la racaille — à leurs yeux — faite d'objecteurs, d'insoumis, de déserteurs.

Et ils ne sont jamais rasoïrés, jamais barbants, jamais emmerdants, jamais pontifiants. Un chât mec, Guimou de la Tronche, dit le Plouc, et que l'on appelle (parfois) Rolland Hénault. Une sacrée bougresse la frangine Elisabeth. Du talent à revendre, l'un comme l'autre. Lui, avec sa plume pleine de sensibilité et bien trempée dans un vitriol libertaire sur les bords

et anar au mitan. Elle, avec son accordéon et sa guitare (pas les deux en même temps, faut quand même pas exagérer !)... et sa voix, tendre, caustique, chaude, vibrante. Sans oublier que c'est elle, la fine mouche, qui compose toutes les musiques collant à la perfection aux textes du Plouc !

Allez-y !

Le disque *P'tit Louis*, qui comprend quatre interprétations, il en reste encore quelques exemplaires (à la librairie du Monde Libertaire, par exemple). Guimou a aussi publié un époustouflant *Y'a plus d'cons* (78 F chez R. Hénault, 7, rue des Myrtilles, Brassioux, 36130 Déols) et il fabrique *Le Provisoire, Journal du Berrichon évolué*... Mais qui peut-être lu par tous... Par tous ceux qui ne craignent pas les propos rabelaisiens, les expressions crues, les gros mots, comme disent les pisse-froid. Il est aussi le collaborateur très régulier de *l'Union Pacifiste*.

Dès qu'Elisabeth et Guimou de la Tronche se produisent pas trop loin de chez toi — sont souvent en spectacle à Paris et dans la banlieue —, ne les rate sous aucun prétexte ! Ennemis jurés de la guerre et des militaires, de la fourberie, de la connerie, du mensonge, des lèche-culs, de Le Pen, des intégristes, des pousse-au-crime, tu trouveras en leur compagnie matière à réflexion. Luttent par la dérision contre le militarisme et toute la pourriture. Le rire, tu sais, c'est le propre de l'homme, comme disait Rabelais. C'est aussi un moyen de propager ses idées. En douce, en vers... et contre tous... tous les salauds et les cons. Et des cons, dixit Guimou, *Y'en a de toutes les couleurs* : ce que chante à la perfection Elisabeth.

Raymond Rageau

EF

oire populaire de sortir son avril 1990. Prix Abonnement éros, dont un ions Floréal, BP x cedex. Cette onible à la librairie.

mensuel Combat -AIT) vient de ire vous trouve- documenté sur la OS, un « carton othèques, et un ation des ensei- 0 exemplaires, est souhaitée. onible au Centre des Vignoles, la librairie du

ournée interna- ux 6 prisonniers hgham. A Paris, à manifester flagrante qui onnes, qui pur- des peines de les britanniques n'ont pas com- ent est organisé de de Grande- -Honoré à 15 h 1990.

ographe, bien lieu libertaire, sition Jacques avril, au 10 bis, 20e, à Paris (M° ures d'ouverture vendredi de 14 h de 13 h à 18 h.

res antimilita- 89, à Carmaux, onvie à un long s à Poutac, dans 16 avril 1990, « Résistance à la France et en

dés iront de : arisation, aux passant, par les et les accords

oles renseigne- le mercredi de 63.38.39.55.

CIRA Centre interna- sur l'anarchis- es dans de nou- 24, avenue de ausanne, Suisse. ou 32.35.43.

et de renseigne- ques ne recom- onner qu'à partir ou tous les lec- acquittés de leur 3 par an (environ

ouverte tous les 16 h à 19 h ou

MONDE LIBERTAIRE

NOUVELLE-CALÉDONIE

Les Kanaks et la gauche française

DEPUIS 1984, la Nouvelle-Calédonie est entrée dans l'espace des médias métropolitains suite à une révolte du peuple kanak à l'époque du gouvernement Fabius.

Pour la première fois, le peuple français prenait conscience de l'existence de cette colonie ignorée jusqu'à présent. Il apprendrait, aussi, du même coup le maintien d'une réalité coloniale qu'il croyait abolie depuis l'époque douloureuse de la guerre d'Algérie. Les vieux fantômes ressurgissaient du passé à travers le conflit qui opposait, sur ce caillou du bout du monde,

les colons français et le peuple colonisé : les Kanaks.

Nous réclamons justice !

A nouveau, les clivages politiques s'exacerbaient entre ceux qui prônaient la grandeur de la France dans le droit à l'autodétermination des peuples opprimés et ceux qui prônaient cette même grandeur dans

toutes les mines les plus riches de nickel, toutes les terres les plus fertiles, toute la partie la plus développée économiquement, à la province du Sud contrôlée par les colons. La région Nord ne pouvant que rester à la traîne et devenir un vivier de main-d'œuvre bon marché pour sa voisine. Il est évident qu'au nord, les Kanaks ne pourront jamais prouver qu'ils peuvent être économiquement indépendants.

Seulement, le gouvernement oublie que c'est la France qui a fait venir ces individus chez nous et que, malgré les accords Matignon, il en laisse arriver encore.

A nos protestations, il nous répond que notre pays est une part du territoire de la France et que tout le monde est libre à l'intérieur du territoire d'aller où bon lui semble. Voilà une liberté qui, pour nous, ressemble à des murs et qui continue à

RENDEZ-VOUS

BREST

Les groupes CLEA et FA de Brest vendent le *Monde libertaire* devant les fontaines de la rue de Siam (ou dans le hall de *Dialogues*) tous les samedis après-midi, à partir de 15 h.

LILLE

Voici le programme des prochaines émissions de *la Voix sans maître*, réalisées par le groupe Benoît-Broutchoux, tous les vendredis de 20 h 30 à 22 h sur les ondes de Radio Campus (91.4 FM) :

- le 30 mars : l'Afrique noire est mal partie,

- le 6 avril : la Palestine aujourd'hui.

Dans chacune de ses émissions, *la Voix sans maître* offre 15 minutes d'antenne à la sensibilité gay entre 21 h 45 et 22 h.

SAINT-ETIENNE

Le groupe Nestor-Makhno tient ses permanences le premier mercredi du mois, à partir de 18 h 30, salle 15 bis CNT-Libre Pensée, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

PARIS

L'autogestion n'est plus à la mode, c'est entendu, mais a-t-elle disparu ? C'est ce que nous vous proposons de débattre au 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic), 75018 Paris, M^o Abbesses ou Blanche. Mardi 3 avril, 20 h : l'autogestion étatique ? Le fédéralisme libertaire contre le centralisme démocratique.

COMMUNIQUE

PARIS

La Fédération anarchiste organise une série de cours qui abordera les thèmes essentiels de la pensée anarchiste. Ces cours auront lieu au local du groupe Louise-Michel, situé au 10, rue Robert-Planquette 75018 Paris (M^o Blanche ou Abbesses).

- Mercredi 11 avril : qu'est-ce que l'anarchisme ? Ses idées fortes, ses spécificités.

- Mercredi 18 avril : le mouvement anarchiste en France. Ses origines, ses développements, la situation actuelle.



le maintien de la présence coloniale. Le débat s'annonçait droite-gauche et tous ceux qui faiblissaient dans leur conviction de gauche donnaient l'impression de retrouver un nouveau souffle à travers la cause du peuple kanak. La réalité était plus prosaïque, le peuple kanak ne servait que de simple prétexte à des jeux intellectuels entre des gens qui se disant de gauche n'en avaient plus la foi. Le peuple kanak n'était surtout pas pour eux une finalité de leur combat pour la justice, mais plutôt un simple enjeu au niveau d'intérêts politiques partisans.

Quels sont parmi eux, ceux qui ont maintenu sur le gouvernement une pression pour que justice soit rendue au peuple kanak ? Quels sont parmi eux, ceux qui n'ont pas accepté la volonté de leur gouvernement de maintenir intacts les privilèges des colons ? Pour refuser la parole de leur gouvernement comme gage suffisant de bonne foi ? Combien sont-ils, ceux qui ont pensé aux Kanaks ? Le peuple kanak continue de subir l'ostracisme des colons. Il continue à être parqué dans des réserves, comme les indiens des Etats-Unis, faisant de la France le seul pays européen à maintenir un peuple opprimé dans des camps de regroupement. Le pays des droits de l'homme, qui a fêté le bi-Centenaire de sa révolution dans le luxe, sait donner des leçons aux autres pays mais oublie de regarder à sa porte.

Un peuple opprimé cesse-t-il de l'être simplement parce que des ministres affirment que l'oppression a cessé ?

Dans notre pays, l'action gouvernementale a, en réalité, créé un bantoustan, en divisant notre pays en trois provinces. Le résultat des accords de Matignons a eu pour effet, sur la Grande Terre, de laisser

Leurs représentants vont s'épuiser à mendier des subsides à la France et remplir leurs caisses avec des projets économiques à rentabilité immédiate. Nous irons donc vers une économie qui intéresse plus l'économie de marché que les tribus kanakes. L'action même du gouvernement dirige plus la Nouvelle-Calédonie vers le type de développement économique qui a ruiné l'Afrique que vers une solution originale, tenant compte des échecs précédents.

Nous maintenir dans nos réserves

Nous retrouvons les projets de grands complexes hôteliers, les mono-cultures : l'élevage-caféier, bref tout ce qui peut être complémentaire de l'économie de marché. La culture du caféier, si l'on veut bien se rappeler que les réserves kanakes ont été installées sur de mauvaises terres, entre directement en concurrence avec l'agriculture vivrière. Comme en Afrique, elle aura pour conséquence d'obliger les Kanaks à acheter leur nourriture chez les commerçants puisqu'ils ne pourront plus assez produire pour leur consommation. Tout cela en sachant que le niveau de vie n'est pas à la hauteur de leurs revenus. Les marges bénéficiaires des maisons de commerce des colons allant pour l'alimentaire jusqu'à 100 %, pour le textile jusqu'à 110 % et pour les produits de l'industrie jusqu'à 130 %.

Le paradoxe dans tout cela est que la démocratie française construit les murs de sa prison pour le Kanak. Il nous est dit que l'indépendance est anti-constitutionnelle puisqu'une faible majorité de non-Kanaks habitent en Nouvelle-Calédonie.

nous maintenir dans nos réserves, sans que nous ayons l'espoir de dire un jour : « Je suis un homme libre ! »

Toute une gauche bien pensante, en France, s'est mobilisée pour nous faire croire que nous allons retrouver notre dignité. Pour cela, elle a accepté que nous utilisions notre drapeau sur les murs de nos mairies. Mais un symbole qui a perdu de sa signification, que représente-t-il réellement, sinon un morceau de chiffon ?

Des institutions politiques à qui l'on accorde que des pouvoirs de principe ne peuvent signifier qu'une chose : la gauche française nous a rendu plus difficile la conquête de notre liberté. Au fait, combien de morts faudra-t-il encore pour satisfaire sa bonne conscience ?

René Guiart

SOMMAIRE

PAGE 1 : RDA : après les élections, Lituanie, Edité.
PAGE 2 : Mouvement régionaliste : la dérive fasciste, Amis lecteurs.
PAGE 3 : Guatemala, Grèce, Lituanie (suite).
PAGE 4 : CGR, ADAPT, Assistantes sociales, Réforme PTT.
PAGE 5 : Joli coup !, Le congrès du PS, Non à la nouvelle cathédrale d'Evry.
PAGE 6 : Le polar des années 80, Les écoutes, En bref.
PAGE 7 : Radio-Libertaire, Notes de lecture, Chansons, Forum
PAGE 8 : Infos FA, La gauche et les Kanaks.

PARUTIONS

LE FARFADET

Le groupe de Nantes vous signale que *Le Farfadet* n° 9/10 est toujours disponible au prix de 10 F (port compris), à l'adresse suivante : « Magazine libertaire », 19, rue de Nancy, 44300 Nantes. Il est en vente également à la librairie *Livres comme l'air* (2, rue Copernic, à Nantes) et à la librairie du *Monde libertaire* (145, rue Amelot, Paris 11e), au prix de 6 F.

CONTRE VENTS ET MARÉES

Le numéro 67 de *Contre vents et marées* (journal d'humeur anarchiste) vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F à la librairie du *Monde libertaire* ou en écrivant à « Contre Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Abonnement : 50 F (chèque à l'ordre de l'association).

BRIQUETS ET BADGES...

Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets : « ... Et l'Anarchie » (rouge sur fond noir, à 15 F l'unité et 12 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Vive l'anarchie » (avec dessin de Reiser), « J'emmerde Le Pen », « ... Et l'Anarchie ? » (+ chat noir), tous à 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires. Pour toute commande : « Contre-courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à l'ordre de l'association).

LA TROCHE

Le groupe libertaire aubois (dont la liaison Aube-FA) vient de sortir le n°2 de son journal *La Troche*. On peut se le procurer à la librairie du *Monde libertaire* ou en contactant la liaison Aube par les Relations intérieures qui transmettront.

POSTERS

Après la parution du numéro double 5/6 consacré à Errico Malatesta, la revue *Itinéraire* vient d'éditer un poster, 300 X 380, deux couleurs, vendu au prix de 20 F.

AFFICHE

Le groupe Cafiero a édité une affiche antiraciste à caractère social et antisexististe : « Levons le voile, ni ghetto ni macho, entraide contre la galère du racisme » (50 X 70, rouge et noir). Elle est vendue au prix de 5 F l'unité, 2 F au-dessus de 50 ex., 1,60 F au-dessus de 100 exemplaires.

AFFICHE

Les groupes de Brest, Rennes, et le groupe Malatesta ont édité une affiche « Censure, mensonge, oppression : religion-prison ». Prix de vente : 5 F l'unité, 1,40 F au-dessus de 10 exemplaires.

AFFICHE

A l'occasion de la parution de la nouvelle formule du *Monde libertaire*, deux affiches ont été éditées (« Un air de liberté ! » et « La révolution reste à faire »). Prix de vente : 5 F l'unité, 1 F l'unité en-dessous de 100 exemplaires et 0,32 F au-dessus de 100 exemplaires.

Toutes ces affiches sont disponibles à la librairie du *Monde libertaire*.

**ABONNEZ-VOUS...
AU MONDE
LIBERTAIRE**